Donatien Dibwe dia Mwembu

5 La problématique de l’habitat dans la ville de Lubumbashi (Elisabethville), province du Katanga, 1910–1960

Gestion sécuritaire de l’espace

L’aménagement d’un espace géographique donné répond généralement aux exigences de sa gestion sécuritaire qui se veut une variable dynamique dans le temps et dans l’espace. La corrélation entre ces deux variables peut être justifiée par plusieurs indicateurs. La ville de Lubumbashi a hérité du système ségrégationniste sud-africain dans beaucoup de domaines, notamment en matière de logement.

Un exemple emprunté à la ville de Durban, peut nous édifier sur la ségrégation raciale et spatiale en vigueur dans les territoires urbains sud-africains à l’époque de l’apartheid. En effet, Hélène Mainet-Valleix note: “La législation d’apartheid divisait la population en quatre groupes racialement définis: les Blancs, les Noirs, les Métis et les Asiatiques. Chaque groupe était affecté à des quartiers spécifiques, la ville était, et demeure, découpée en quartiers ethniquement homogènes.”¹ Les Blancs (14%) occupent la partie centrale de la ville, viennent ensuite les Métis (3%) et les Indiens (27%) et, enfin, les Noirs (56%) à la périphérie, dans les townships.² A l’origine de cette ségrégation raciale et spatiale se trouve le fameux “syndrome sanitaire” que brandissaient tous les pays colonisateurs, comme par exemple, la Grande Bretagne et la France. En outre, le *Native Urban Areas Act* de 1923 sera mis sur pied pour contrôler, freiner et ségréguer les Noirs qui accèdent au territoire urbain. La raison profonde de cette loi est donnée par Philip Bonner et Lauren Segal qui notent: “*The reason for passing the Act was so that the government could rid the urban areas of liquor sellers, criminals and the unemployed, thereby eradicating the promiscuous multiracial environment in which they lived and forcing the remaining African labour force on the Rand to live in townships and single sex compounds.*”³

1 Hélène Mainet-Valleix, *Durban. Les Indiens, leurs territoires, leur identité* (Paris: IFAS-Karthala, 2002), 8.

2 Mainet-Valleix, *Durban*, 8.

3 Philip Bonner et Lauren Segal, *Soweto: A History* (Cape Town: Maskew Miller, Longman, 1998), 15.

Figure 5.1: Carte de la ville d'Elisabethville (Lubumbashi) en 1960.
Source: Observatoire du Changement Urbain, La croissance spatiale de la ville de Lubumbashi, 1910–1973 (Lubumbashi, Université de Lubumbashi, 1973).

Le problème de la sécurité de la ville de Lubumbashi est aussi vieux que la ville elle-même. Mais la politique *ad hoc* a varié avec le temps. Au cours de la période coloniale, cette problématique était plurielle. Elle concernait différents secteurs de la vie quotidienne et était aussi fonction des circonstances du moment et du futur.

La ville était le bastion du Blanc et, le village, le monde du Noir. Le système du travail migrant, appliqué depuis la création de la ville jusque vers la fin des années 1920, trouve, entre autres, son origine dans cette idéologie. Après son contrat, le Noir devait rentrer dans son village d'origine, pour poursuivre ses activités agropastorales. Le fait que les femmes et les enfants étaient retenus dans le village était une sorte de prise d'otage, condition *sine qua non* pour le retour au village du mari parti en ville pour le travail.

La politique ségrégationniste a commencé avec la création d'Elisabethville. Mais l'identité de cette ville a varié avec le temps. De la ville "bastion" de l'homme blanc, Lubumbashi (Elisabethville) est passée à l'étape de la ville "multiraciale" avec la stabilisation de la main-d'œuvre africaine. L'idéologie de l'époque voulait voir les deux communautés blanche et noire vivre séparées. Ces changements identitaires ont eu des répercussions sur la gestion de l'habitat dans la ville de Lubumbashi durant toute la période coloniale. Nous allons voir comment a évolué cette politique basée sur la sécurisation des hommes et de leurs biens. Cette communication comprend trois volets essentiels: la ville blanche, la zone neutre et la ville noire.

Lubumbashi, barrière contre l'influence anglophone?

Lubumbashi est le chef-lieu de la province du Katanga, dans le sud-est de la République Démocratique du Congo. Située au 11°39' de latitude sud, à une altitude variant entre 1220 et 1240 mètres, la ville de Lubumbashi couvre une superficie de 747 ha. Cependant, seuls 141,6 ha, soit 19%, sont urbanisés et comprennent six communes urbaines (Lubumbashi (1910), Kamalondo (1912), Kenya (1939), Ruashi (1956), Katuba (1950) et Kampemba (1972)) et une commune Annexe urbano-rurale (1957).

Elle est une ville sécuritaire sur le plan politique en ce sens qu'elle constituait une barrière contre l'avancée de l'influence anglaise en direction du nord. En fait, cette ville n'a pas constitué un frein à l'influence anglophone. D'abord, parce qu'à ses débuts, l'Union Minière du Haut-Katanga (UMHK) a été dirigée en grande partie par les Anglo-saxons qui occupèrent les hauts postes. Ensuite, la

dépendance de l'UMHK vis-à-vis de l'Afrique australe était manifeste dans le recrutement de la main-d'œuvre africaine. Cette dernière était recrutée par la Robert Williams and Company au Mozambique, au Nyassaland et à la Rhodésie du nord. De plus, l'anglais et le français étaient parlés à Lubumbashi. Les premiers journaux qui ont commencé à paraître en 1911, une année après la fondation d'Elisabethville, comportaient des articles en anglais. Enfin, le kiswahili de Lubumbashi s'était lui-même enrichi de quelques emprunts anglais (kabati, armoire, provient de cupboard; blanketi, couverture, provient de blanket; nsopo, savon, provient de soap; nkopo, tasse, provient de cup; kuwina, gagner, provient du verbe to win; boyi, domestique, provient de boy etc.).

La fracturation spatiale à base raciale

L'ordonnance du Vice-Gouverneur Général n°11 du 23 mai 1917 créa la circonscription urbaine et en fixa les limites. Le premier plan d'aménagement de la ville exécuté en 1910 par le Colonel Emile Wangermée, alors Vice-Gouverneur général du Katanga, fut complété par le Gouverneur Général Lippens en 1921 en fonction de la ségrégation raciale. Par ordonnance du 18 mars 1932, la cité indigène devint le centre extra-coutumier. En 1941, Elisabethville obtint le statut de ville au sens juridique du terme au même moment que Léopoldville (actuelle ville de Kinshasa) et Jadotville (actuelle ville de Likasi). En 1957, on assista à une profonde réorganisation administrative de la ville qui comprenait désormais cinq communes dont quatre de l'ancien centre extra-coutumier et une englobant tous les quartiers blancs. Les premières élections communales organisées en 1957 virent pour la première fois des bourgmestres noirs à la tête des quatre communes africaines: Albert (qui deviendra Kamalondo en 1968), Kenya, Katuba et Ruashi. Seule la commune Elisabeth (qui deviendra Lubumbashi en 1968), bastion de la population blanche, était dirigée par un bourgmestre blanc.⁴ Mais, jusqu'à la veille de l'indépendance, la ville de Lubumbashi (Elisabethville à l'époque) était divisée en deux quartiers communément appelés "ville blanche" et "ville noire".

⁴ En 1971, la commune de Lubumbashi, devenue très large, fut scindée en deux communes: Lubumbashi et Kampemba.

La ville blanche

La ville blanche abritait essentiellement les populations européennes, américaines et d'autres continents. Mais il y existait une discrimination entre les Blancs. Les "grands" (Belges, Anglais, Américains, Français, Allemands etc.) occupaient la partie centrale tandis que les "petits" Blancs (Grecs, Italiens, Portugais, Hindous etc.) habitaient la périphérie à cause des contacts permanents avec les Noirs que leur imposaient leurs activités économiques. Parmi les "grands" Blancs, il faut aussi noter la distinction entre les ouvriers, qui se réunissaient au cercle, les agents de l'UMHK, qui se réunissaient au mess et les responsables politiques et administratifs ainsi que les hauts responsables des entreprises qui se retrouvaient au cercle Albert 1er (actuel cercle Makutano). Augustin Ilunga Ndjoloko déclare que l'avenue Moëro constituait en quelque sorte une ligne de démarcation entre l'habitat des "grands" Blancs et celui des "petits" Blancs. Alors que l'hôtel Machris servait les Grecs, l'hôtel Belle Vue, à côté de la Banque commerciale du Congo, servait les Belges.⁵

Les Noirs n'étaient pas autorisés à circuler dans la ville blanche après les heures de service et surtout la nuit. Dans sa chanson intitulée "Kabwebwe Kitambala", Edouard Masengo Katiti se rappelle avoir passé une nuit au cachot pour avoir été surpris avec sa guitare, en dehors des heures de travail et sans autorisation, dans le quartier des Blancs. Kabwebwe Kitambala est le nom du brigadier noir qui l'avait arrêté et mis au cachot. Il le remercie parce qu'il lui avait donné ce dont il avait besoin pendant son séjour au cachot: boisson sucrée Coca Cola, limonade, de l'eau, etc.⁶

Les seuls Africains qu'on rencontrait dans la ville blanche étaient soit des travailleurs obligés alors de quitter ce quartier dès la fin de la journée de travail soit des domestiques prestant leurs services auprès des Blancs et qui y vivaient avec leurs familles restreintes, derrière la maison de leur patron, dans une petite maison de deux pièces (communément appelée boyerie) séparée de la maison du patron par une haie faite d'euphorbes ou de mur en briques cuites.

Les déclarations ci-après des domestiques d'Elisabethville mettent l'accent sur la promiscuité dans laquelle ils vivaient:

Ce sont eux (Blancs) qui construisirent une maison à pièce unique destinée à un homme marié, de surcroît père d'une nombreuse famille. Quelle promiscuité avec des enfants des deux sexes! Quel homme, celui qui éprouve tant de peine que de gêne aussi bien au cou-

⁵ Dr Augustin Ilunga Ndjoloko, interview accordée à Lubumbashi, avril 1993.

⁶ Claude Mwilambwe, "Edouard Masengo Katiti," dans *Musique urbaine du Katanga. De Malika à Santu Kimbangu*, éd. Bogumil Jewsiewicki (Paris: L'Harmattan, 2003), 122-123.

cher qu'au lever? Ce pauvre domestique confiné dans une unique pièce avec ses filles et fils dit, à son lever, à ceux de ses enfants qui ont atteint un certain âge: "Mesdemoiselles et Messieurs, s'il vous plaît, réveillez-vous et allez dehors, car je voudrais me changer". Alors toute la maisonnette s'ébranle parce que le père veut aller au service. Après, le père de famille appelle ses enfants: "Rentrez dans la maison s'il vous plaît", leur dit-il. Et la marmaille se rue dans la maison. Si d'aventure la mère, elle aussi, se réveille en ce moment, on revient au même rituel. Voilà notre calvaire de domestique! Même gêne quand on héberge un visiteur sous son toit. Rien de changé. Dans le même temps, le Blanc, lui, dispose de deux pièces supplémentaires qui auraient pu servir à son domestique, mais il les affecte à son poulailler ou en fait un clapier. La mauvaise foi des Européens était telle!⁷

Sur le plan légal, les domestiques étaient admis à vivre dans les parcelles de leurs maîtres conformément à l'esprit de l'ordonnance n°3 du 6 février 1922 relative aux cités indigènes et aux camps de travailleurs dans les circonscriptions urbaines du Vice-Gouvernement Général du Katanga qui stipulait: "Les indigènes et les personnes d'un niveau moral équivalent, de résidence ou de passage dans une circonscription urbaine, sont tenus d'habiter la cité indigène. Toutefois, les personnes de couleur au service d'Européens pourront, à raison de deux serveurs par maître, habiter le quartier européen avec leurs femmes et enfants."⁸

7 Pierre Kasongo Pauni et Donatien Dibwe dia Mwembu, "Vocabulaire de ville Elisabethville, province du Katanga Oriental à Elisabethville rédigé par André Yav", dans *Lubumbashi 1910–2010. Mémoire d'une ville industrielle. Ukumbusho wa mukini wa komponi*, éd. Bogumil Jewsiewicki et al. (Paris: L'Harmattan, 2010), 45–46. Voici la version swahili: "28. Sababu waonjo waliwaza kumujengea mutu mweusi nyumba moja: moja/ yeye yule mutu: iko na bibi wake na watoto wake: wengine wanaume: na wengine wanawake/ sasa mutu huyu maskini mwenye bibi na watoto wake ni mwenye kuteswa pa kulala na pa kulamuka/ ni mutu gani? ni mutu maskini boy mwenye kulala mu ka chumba ka moja na watoto wake wanawake na wanaume/ yeye pa kwenda kukazi: sasa maskini boy pa kulamuka yeye anasema na watoto wake wote wale wenye kukomea asema: wamama na wababa muniwe kwanza razi/ mulamukemwende: ao mutoke kwanza inje/ mimi muzee wenu nataka kwanza kuvaa mavazi/ ni kweli: pale watoto wa mutu wanaanza kuibulula na kuogopaya kama baba anataka kuvualaende kazini/ watoto watatoka wote: baba ya bo ameyishavaa: njo ameita wanayeasema: wanawangu sasa muingieni: mimi baba yenu nimeyishavaa/ na tutoto sasa tunaanza tena kurudi nyumbani/ akiwa maman ayeamefikilia na kuamuka: ni namna moja tu: haiachane/ hiyi njo mateso ya sisi waboy/ pia ukipokelea mugeni: mugeni: ni namna moja tu: haibadirike hata kidogo/ 29. Tena ule muzungu yeye yipo na vyumba mbili/ ineneakuleta na mutumishi wake boy yote mbili/ yeye anatia moufungo wakewa makuku: na pia tululutwake yeye mwenyewe/ pale njo watu wa ulaya walikuwa na roho yao mubaya sana/".

8 Ordonnance citée par Johan Lagae et Sofie Boonen, "Un regard africain sur une ville coloniale belge: architecture et urbanisme dans le "Vocabulaire de ville de Elisabethville" d'André Yav", dans *Lubumbashi 1910–2010. Mémoire d'une ville industrielle. Ukumbusho wa mukini wa komponi*, éd. Bogumil Jewsiewicki et al. (Paris: L'Harmattan, 2010), 115 (note 28).

La zone neutre

Avec la stabilisation de la main-d'œuvre africaine, Lubumbashi (Elisabethville), dont les concepteurs étaient les élèves fidèles du modèle sud-africain, fut une ville ségrégationniste à travers la création de deux quartiers blanc et noir, séparés, à partir des années 1920, par l'érection d'une barrière "naturelle", autrement appelée zone neutre ou encore "cordon sanitaire"⁹ ou *no man's land*, large de plus ou moins 700 mètres. L'objectif, à l'époque, était de protéger, semble-t-il, la population blanche contre les maladies contagieuses en provenance de la ville "noire". En témoignent les deux extraits ci-dessous empruntés au procès-verbal du service de cadastre de 1951 et à R. Hins:

La zone neutre, est une création médicale. Si les connaissances médicales et les découvertes en matière d'hygiène progressent sans cesse, il n'en reste pas moins, ainsi que le souligne le Médecin Provincial, que les diverses races humaines sont différemment sensibles vis-à-vis d'un même virus, qu'il faut des mesures de précaution qui n'ont pas pour but de protéger spécialement une race humaine déterminée vis-à-vis d'une autre, mais sont réciproques. Cette zone neutre peut d'ailleurs avoir d'autres justifications. Celle qui surgit de la considération des mesures de sécurité ne peut être perdue de vue.¹⁰

La zone neutre, évite toute promiscuité entre le blanc et le noir. Elle sépare les deux cités par un espace pratiquement libre de 500 mètres au minimum, distance qui correspond à l'ampleur normale du vol du moustique transmettant la malaria. La zone neutre écarte donc la vie du noir de celle du blanc; elle met ce dernier à l'abri des foyers de malaria, des divertissements bruyants du noir et rend, en conséquence, les conditions d'existence de chaque race nettement indépendantes (...) c'est un véritable cordon sanitaire orienté, en conséquence, perpendiculairement aux vents dominants.¹¹

Une série de bâtiments publics furent érigés le long des avenues "Limite Sud" (actuelle Likasi) et J.F. de Hemptinne (actuelle Sendwe) pour empêcher l'extension de la ville noire en direction de la ville blanche. Il s'agit des écoles pour enfants noirs (Collège Saint Boniface pour les garçons et Lycée Sacré Cœur pour les filles), du complexe hospitalier Prince Léopold (actuel Hôpital Général de Référence Jason Sendwe), de la prison de Kasombo (actuel site de l'Eglise Kimbanguiste), du bâtiment hébergeant aujourd'hui le ministère provincial de la Santé et les services de l'Inspection Provinciale de la Santé Publique, du bâtiment abritant la faculté de Médecine vétérinaire, du grand

⁹ Jef van Bilsen, *Congo, 1945–1965. La fin d'une colonie* (Bruxelles: CRISP, 1994), 18.

¹⁰ Procès-verbal de la réunion du comité urbain, Elisabethville, 13 décembre 1951, 5, Archives du Service de cadastre, Ville d'Elisabethville.

¹¹ R. Hins, cité par Lagae et Boonen, "Un regard africain sur une ville coloniale belge," 113.

laboratoire médical, de l'Eglise Méthodiste-Unie, du Home de Jeunes Filles et de l'Ecole Technique Don Bosco (actuel Institut Salama) et d'une bande verte. A en croire R. Hins, cette ceinture semblait sécuriser les Blancs contre les maladies, contre les morsures, par exemple, des moustiques en provenance de la ville noire qu'était le quartier Albert, l'actuelle commune Kamalondo.

Plus tard, la construction des quartiers commerciaux *Njanja* et *Bakowa* ont permis de filtrer les populations noires à destination de la ville blanche et de les en retenir éloignés, puisqu'elles trouvaient la quasi-totalité des produits dont elles avaient besoin dans ces espaces commerciaux. Cet apartheid à la belge persista jusqu'à la fin de la période coloniale.

Au sud-ouest de la ville blanche, une autre zone neutre, constituée de la rivière Lubumbashi, de la pépinière créée le long de la rive gauche de cette rivière, de la construction de l'hôpital pour la main-d'œuvre noire de l'UMHK et des usines de l'UMHK, séparait le quartier des ouvriers blancs (Makomeno) du camp de travailleurs de l'UMHK, actuelle Gécamines.

La politique ségrégationniste de zones "neutres" a été appliquée dans les autres villes minières du Katanga méridional, notamment Jadotville (Likasi) et Kolwezi. À Jadotville, la zone neutre, qui séparait le quartier blanc (Jadotville) du quartier noir (Kikula), était constituée par le chemin de fer Sakania-Tenke, l'hôpital pour Noirs (Daco), le camp de la police, la Basilique, le terrain de football et le cimetière de Sapins I. À Kolwezi, la zone neutre, qui séparait le quartier des Blancs du camp de travailleurs de l'UMHK, était composée de l'hôpital pour les travailleurs noirs de l'UMHK, du complexe omnisport Manika, de l'école protestante, de la carrière d'exploitation de l'UMHK. Du côté de la cité de Manika, la zone neutre était constituée du lac Kabongo, de la rivière qui s'y jette, du camp de travailleurs du BCK (actuelle SNCC) et de la gare du chemin de fer Dilolo-Sakania.

La ségrégation raciale à la mode dans les villes coloniales ne concernait pas uniquement l'habitat, mais aussi les espaces de socialisation, comme par exemple, les hôpitaux, les écoles, les magasins, les restaurants, les bars. Même les lieux de culte n'étaient pas en marge de cette réalité.

Nous résumons ici le débat sur la nécessité de disposer d'une zone des hôpitaux qui devait regrouper des hôpitaux pour Noirs et Blancs. L'emplacement choisi était l'espace qu'occupe aujourd'hui l'Hôpital Général de Référence Jason Sendwe. L'exposé des motifs a été le suivant:

Nécessité de grouper les trois grandes constructions médicales à édifier à Elisabethville, à savoir: laboratoires, hôpital pour Européens, hôpital pour Congolais, en un seul et même complexe. Les raisons avancées en sont l'économie de matériel et de personnel pour les services communs: il n'est pas possible de doubler tous les spécialistes, il en est de même des appareils modernes. Du point de vue professionnel, la chose est absolument nécessaire et tout le corps médical consulté est unanime à ce sujet... Le groupement des 2 hôpitaux

s'indique également pour des raisons politiques; il ne peut être question de faire une politique, basée sur la couleur de la peau.¹²

Le projet de regroupement des hôpitaux fut rejeté pour des raisons raciales voilées que nous reproduisons ci-dessous:

Mais le problème d'ordre pratique se pose tout autrement lorsque le principe est appelé à se concrétiser dans la zone définie ci-dessus. Au cours de la réunion pré appelée, les objections suivantes ont été présentées:

- Proximité de la gare et de voies de grand trafic: bruits etc.;
- Déclivité du terrain;
- Exiguïté du terrain empêchant tout agrandissement;
- Caractère commercial et indigène du quartier où l'on veut situer les hôpitaux. Pas de place pour créer une zone de verdure pour le repos des malades;
- Voisinage d'écoles dont celle des Sœurs et celle de la Mission Méthodiste, voisinage du Stade Léopold II et du Centre Extra-Coutumier;
- Danger de contagion, le niveau d'hygiène des noirs étant ce qu'il est à l'heure actuelle.¹³

Le projet de construire une zone des hôpitaux a été rejeté pour l'hôpital des Blancs. Mais la construction de l'hôpital des Noirs n'a pas posé de problème. Cela veut dire que les objections avancées ne concernaient pas les Noirs, mais les Blancs. En d'autres termes, les Noirs pouvaient bien s'accommoder avec les bruits (1), avec le caractère commercial et indigène du quartier (4), avec le voisinage des écoles, du stade Léopold II et du centre extra-coutumier (5). La vraie raison de la séparation des hôpitaux demeure le problème d'hygiène (6). En effet, le même rapport rapporte:

Il faut créer, en dépit de la conjugaison des bâtiments, et en dépit du personnel médical commun, des conditions qui permettent un isolement bactériologique et parasitologique complet des deux hôpitaux. Cette condition est primordiale en raison de la différence de sensibilité des diverses races humaines vis-à-vis d'un même virus. Ces mesures de précaution sont donc réciproques, et n'ont pas pour but de protéger une race humaine déterminée vis-à-vis d'une autre.¹⁴

12 Procès-verbal de la réunion du comité urbain, Elisabethville, 13 décembre 1951, 2, Archives du Service de Cadastre, Ville d'Elisabethville.

13 Procès-verbal de la réunion du comité urbain, Elisabethville, 13 décembre 1951, 2, Archives du Service de Cadastre, Ville d'Elisabethville.

14 Procès-verbal de la réunion du comité urbain, Elisabethville, 13 décembre 1951, 4, Archives du Service de Cadastre, Ville d'Elisabethville.

Une ville noire hétérogène

Cette juridiction, la ville noire donc, était considérée comme hétérogène dans la mesure où elle était composée de trois agglomérations différentes. Chaque quartier avait sa propre identité puisqu'il hébergeait des personnes qui exerçaient des fonctions différentes. On comptait ainsi deux camps de travailleurs, à savoir, le camp de travailleurs noirs de l'UMHK et celui des agents de la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (BCK). Enfin, il y avait la "cité indigène".

La cité "indigène"

La première agglomération fut le quartier Albert (actuelle commune Kamalondo). Elle a été appelée d'abord cité "indigène" en 1911 et ensuite centre extra-coutumier après la promulgation en 1933 du décret sur les circonscriptions indigènes. Le quartier Albert était habité exclusivement par des populations africaines noires. Aucun Blanc ne pouvait y habiter. Ce quartier noir hébergeait un amalgame de populations composées des agents et fonctionnaires de l'Etat colonial et des firmes importantes, des indépendants dont la plupart étaient des commerçants – et les camps de travailleurs noirs.

Avec le temps, et compte tenu de l'augmentation de la population africaine en fonction des besoins croissants en main-d'œuvre africaine, un nouveau quartier fut créé au sud du quartier Albert. Nous sommes en 1936. Cette nouvelle juridiction, appelée Nyasi (paille) puisque la toiture des maisons était en paille et brûlait à chaque passage des locomotives à vapeur, fut dénommée "bikopo" et, enfin, Kenya, en mémoire des soldats démobilisés de la Force Publique de retour dans ce quartier après la deuxième guerre mondiale.

Une dizaine d'années plus tard, et dans la même direction, fut créé le quartier Katuba, au début des années 1950. Katuba, comme Kenya allait héberger entre autres des vieux travailleurs de l'UMHK jugés dociles, bénéficiaires du fonds d'avance pour la construction de leurs maisons.

Au cours de la deuxième moitié des années 1950, le besoin de créer un autre quartier d'habitation pour Noirs se manifesta. La prolongation des activités économiques dans le quartier industriel exigeait la construction d'un quartier pour Noirs dans les environs immédiats pour éviter la traversée quotidienne de la ville blanche par des travailleurs Noirs. C'est dans ce contexte que le quartier Ruashi fut créé. Il devait servir de réserve de main-d'œuvre africaine pour le quartier industriel en plein développement et extension.

Les deux autres agglomérations étaient les camps de travailleurs de la compagnie du chemin de fer du BCK et de l'UMHK. Ces deux camps étaient exclusivement habités par les ouvriers noirs de ces entreprises et leurs familles. Il y avait un double souci dans cette ségrégation spatiale : celui d'abord de mettre la main-d'œuvre à l'abri de toutes influences extérieures susceptibles de la "corrompre" et de nuire ainsi à son rendement; celui, ensuite de renforcer son sentiment d'appartenir à une société à part, une "grande famille" disciplinée et saine. C'est ce double souci qui a amené l'UMHK et la compagnie du chemin de fer du BCK à construire les camps de leurs travailleurs à part, loin des centres extra-coutumiers, dont les habitants étaient considérés comme "indisciplinés". Ces camps étaient construits à côté de leurs lieux de travail (les Usines de Lubumbashi pour les travailleurs de l'UMHK et la Gare de chemin de fer pour les travailleurs de BCK) pour éviter les problèmes de transport, c'est-à-dire les longues distances à parcourir par les travailleurs.

Dans chaque camp de travailleurs, un chef de camp s'occupait du vécu quotidien de la population ouvrière et était épaulé par des policiers de l'entreprise (*malonda* pour l'UMHK), qui étaient en fait ses yeux et oreilles.

Le cas du camp de travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga

Le camp de travailleurs l'UMHK (actuelle Gécamines) est né avec le recrutement de la main-d'œuvre africaine, conséquence du début de l'exploitation minière.

Le choix du site du camp de travailleurs de l'UMHK dépendait de plusieurs conditions, notamment la proximité des usines de Lubumbashi en vue de diminuer la distance entre le camp et le lieu de travail, ensuite, son érection à plus ou moins un kilomètre et demi du camp de travailleurs blancs (actuel quartier *Makomeno*) et, enfin, son emplacement sous les vents pour que les moustiques qui ont piqué les Noirs ne viennent pas piquer les Blancs. D'autres barrières furent érigées en vue d'éviter le rapprochement des deux camps: la construction de l'hôpital Sud pour les Africains, la rivière Lubumbashi qui, elle-même, constituait une barrière "naturelle" entre les deux camps et, enfin, les Usines de Lubumbashi et la centrale électrique.

L'histoire du camp de travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga/Gécamines-Lubumbashi était liée, à l'instar de l'histoire de tous les autres camps de travailleurs de cette entreprise, à l'exploitation minière et à la conjoncture

économique et peut être subdivisée en deux grandes parties, en fonction de la politique même adoptée par les dirigeants de l'entreprise: la période du travail migrant et celle de la stabilisation de la main-d'œuvre.

La période du travail migrant (1910–1928): Au cours de cette période, les travailleurs noirs étaient engagés pour un contrat allant de trois à douze mois et étaient renvoyés dans leurs villages, poursuivre leurs activités champêtres. La ville était donc le bastion des Blancs comme les villages étaient le bastion des Noirs. Pour ce faire et étant donné la mobilité du camp, les maisons des travailleurs étaient rudimentaires et donc précaires. C'est, entre autres, pour cette raison que l'UMHK ne voulait pas construire des maisons confortables, en matériaux durables, pour ne pas augmenter le prix de revient moyen par ouvrier en cette période d'accumulation primitive du capital.

La loi congolaise détermine la surface de parquet et le cube d'air nécessaires par individu et exige certaines garanties pour assurer une bonne protection de l'occupant. Elle fixe aux constructions, suivant la nature des matériaux employés, une durée d'existence maximum. L'Union Minière a estimé qu'au moins pour les logements qui auront une longue durée, il était nécessaire de cimenter les parquets pour protéger l'occupant contre le *Kimputu*, insecte transmetteur de la fièvre récurrente, très répandu dans le sol poussiéreux des huttes des villages du Haut-Katanga.

De plus, toujours dans le but de satisfaire les goûts de sa main-d'œuvre noire et de la stabiliser tout en améliorant l'hygiène par la diminution des chances de propagation des maladies, la Société a jugé utile d'abandonner les logements grégaires, dénommés "blocs *Orenstein*" qu'elle avait construits dans les camps de Panda et de Lubumbashi. La superficie habitable était alors réduite à deux mètres carrés par habitant. De quatorze personnes, on passera à des huttes en briques cuites et ciment pour quatre personnes, puis pour trois personnes.

La période de stabilisation de la main-d'œuvre africaine (à partir de 1928): La (re)constitution des ménages ne pouvait être possible que dans un environnement physique favorable. Dans ce contexte, l'entreprise dut mettre sur pied des stratégies attractives efficaces d'encadrement des familles des travailleurs en vue de rendre attrayante la vie dans ses camps, d'appivoiser et de soumettre les travailleurs et leurs familles.

Pour rendre le camp de travailleurs attrayant, il fallait répondre favorablement à certaines conditions: améliorer les conditions de travail, l'alimentation, les infrastructures socio-médicales, le logement.

Elle investit des capitaux colossaux pour améliorer les conditions de vie de ses travailleurs. Elle se mit d'abord à améliorer la qualité du logement. Les maisons en matériaux non durables, source de beaucoup de maladies, cédaient

progressivement le pas aux maisons en matériaux durables en même temps que le logement grégaire, propre aux célibataires et favorable aux maladies contagieuses, était remplacé par le logement individuel.

L'administration coloniale s'investit également dans l'amélioration du logement par la promulgation d'une série d'ordonnances-lois dont l'objectif était non seulement de mettre fin à la promiscuité qui régnait dans les camps de travailleurs (hygiène industrielle), mais aussi d'exiger des entreprises une superficie de quatre mètres carrés par occupant dans les camps permanents.¹⁵

Au début de la stabilisation de la main-d'œuvre, l'UMHK adopta dans ses camps l'habitat par affinité ethnique ou tribale. La question tribale a aussi intéressé les entreprises minières et industrielles. C'est ainsi qu'au début de l'industrialisation, l'habitat séparé, par affinité ou par région de provenance fut mis en place non seulement à l'UMHK, mais aussi dans d'autres d'entreprises comme la Forminière ou Kilo-Moto, où les populations ouvrières étaient regroupées par "race".¹⁶ La raison qui justifie la mise en application de cette politique avait eu pour fondement la sécurisation des populations sur le plan hygiénique.¹⁷ Cette mesure sécuritaire était une sorte de mise en quarantaine des différentes populations installées dans la ville minière. Elle voulait à la fois limiter les dégâts causés par l'éclosion des épidémies meurtrières (certaines recrues étaient porteuses des germes de maladies contagieuses). La mortalité parmi les travailleurs était si forte que l'UMHK avait acquis la réputation d'être une "dévoreuse d'hommes", donc un instrument de dépopulation. En 1914, le taux de mortalité parmi les travailleurs a augmenté de 117 pourcent, et en 1918 de 201 pourcent. En 1926, il a atteint 53 pourcent. Ces taux de mortalité élevés étaient dus non seulement à l'éclosion des épidémies meurtrières telles la tuberculose pulmonaire, la pneumonie, les ulcères tropicaux, la dysenterie bacillaire, la fièvre typhoïde, la grippe espagnole (1918–1919), mais aussi aux nombreux accidents de travail qui frappaient une population ouvrière non familiarisée avec l'outil de travail. À cette époque, le Haut-Katanga industriel était considéré par les Africains rescapés comme le pays de la mort. Les nombreux cas de désertion observés parmi la population peuvent être à juste titre considérés comme une protestation

15 Province du Katanga, *Comité régional du Katanga* (Elisabethville: 1921), 79.

16 Jean-Luc Vellut, "Les bassins miniers de l'ancien Congo belge. Essai d'histoire économique et sociale (1900–1960)," *Les Cahiers du CEDAF* 7 (1981), 68.

17 Donatien Dibwe dia Mwembu, "Lubumbashi: histoire et mémoire d'une ville industrielle" dans *Villes d'Afrique. Explorations en histoire urbaine*, éd. Jean-Luc Vellut (Paris-Tervuren: L'Harmattan, 2007). Voir aussi l'ouvrage de René Mouchet et Arthur Pearson, *L'hygiène pratique des travailleurs noirs en Afrique tropicale* (Bruxelles: Goemaere, 1922).

silencieuse des travailleurs face aux conditions de vie et de travail effroyables à l'UMHK.

La deuxième raison importante était d'éviter de dépayser les nouvelles recrues. De ce fait, les nouvelles recrues admises dans les camps ne se sentaient pas seules et abandonnées; elles étaient encadrées par les anciens travailleurs de leur ethnie ou tribu et pouvaient ainsi garder intactes les coutumes et mentalités du milieu ancestral.¹⁸ Enfin, il était tout aussi indispensable, aux yeux de l'employeur, d'étouffer la nostalgie qui rongait l'esprit des travailleurs.

Mais cet habitat séparé ne facilitait pas l'existence et le développement d'un espace de socialisation des populations noires qui se considéraient comme ennemies entre elles. "Le tribalisme", note Jean-Luc Vellut, "joua un rôle important dans les stratégies des pouvoirs coloniaux. Dans un premier temps, les agglomérations, les chantiers, les camps, furent quadrillés suivant les ethnies (les "races", disait-on), sans qu'il soit possible de savoir si cette politique fut imposée par les travailleurs ou, au contraire, par les autorités."¹⁹

A la longue, cette politique sécuritaire a fini par engendrer un esprit de tribalisme qui a entraîné des rivalités et des querelles entre différentes populations ouvrières qui se considéraient comme ennemies et croyaient trouver leur sécurité dans la présence du Blanc. Le cas des disputes entre les Rwandais et les Luba du Kasai à Kipushi en 1931 est illustratif:²⁰

Les troubles les plus graves eurent lieu au mois d'août de la même année, à Kipushi, où se trouvait la mine la plus moderne de l'UMHK. Située à 30 kilomètres d'Elisabethville, la mine prince Léopold était son premier siège d'exploitation souterraine. En raison des qualifications supérieures exigées pour travailler dans une mine souterraine, les salaires des Noirs y étaient les plus élevés du Congo. Craignant de perdre leur emploi, les 1.500 Kasaiens et les 1.000 Rwandais de la mine se querellaient constamment. Un Kasaien ambiteux, Tshimanga André, décida de profiter des désordres pour affirmer sa position de meneur. Il organisa une émeute parmi ses camarades du Kasai contre les Rwandais, puis offrit de restaurer la paix à condition que l'Union Minière le reconnaisse comme chef des Kasaiens de Kipushi. Les administrateurs découvrirent aisément la manœuvre, renvoyèrent Tshimanga à son village et rapatrièrent les Rwandais.²¹

Cet incident malheureux en pleine crise économique mondiale amena les colonisateurs à changer de politique sécuritaire. L'Union Minière dut alors abandonner,

¹⁸ Kazadi Munga, "La vie des travailleurs africains dans le Haut-Katanga industriel, (1906–1929)" (Mémoire de licence en histoire, Université Nationale du Zaïre, 1979), 81.

¹⁹ Vellut, "Les bassins miniers de l'ancien Congo belge," 68.

²⁰ Bruce Fetter, "African Associations in Elisabethville, 1910–1935. Their origins and development," *Etudes d'Histoire Africaine* Vol. VI (1974).

²¹ Bruce Fetter, "L'Union Minière du Haut-Katanga, 1920–1940: la naissance d'une sous-culture totalitaire," *Les Cahiers du CEDAF* 6 (1973): 33.

au début des années 1930, la politique d'habitat par région de provenance et décida de mélanger des travailleurs aussi bien au camp que dans le milieu de travail. D'où le nom de *tshanga-tshanga* (mélangeur; *kutshanga* = mélanger) attribué au chef de camp. À partir de ce moment, les travailleurs ont commencé à avoir des amis en dehors des frontières ethniques respectives et à parler la même langue, le kiswahili. Ils vont prendre ensemble leur verre de *munkoyo*, de *tshibuku*, de *lutuku* ou, plus tard, de bière *Simba* au camp, à la cité ou au cercle récréatif en dehors des heures de service. Avec le temps, ils ont constitué des équipes de football, de basketball etc.

Ces populations vivant ensemble ont fini par créer une grande famille sociologique. On les appelait "*ba mu Union Minière, ba mu BCK, ba mu Cité* (Les gens de l'Union Minière, les gens de BCK, les gens de la Cité), etc." Et, dans les camps de travailleurs, les populations s'appelaient par "frère" ou "soeur" *ndugu na nyumba*, pour signifier voisin ou voisine de maison; *ndugu na kiwanza*, pour dire voisin ou voisine de parcelle, *ndugu na musalani*, pour dire voisin ou voisine des toilettes, *ndugu na balabala*, pour dire voisin ou voisine de route, de rue etc.²²

Dans les camps de travailleurs, les grosses entreprises ont créé leur propre police. À l'Union Minière, par exemple, on les appelait *malonda*. Chaque rue, chaque avenue était sous la surveillance des *malonda*, véritables yeux et oreilles du chef de camp ou *tshanga-tshanga*. En effet, rien ne se passait au camp à l'insu des *malonda*. Ce sont ces derniers qui dénichaient les irréguliers dans les camps, détectaient les malades qui se cachaient et ne voulaient pas se rendre au dispensaire pour leurs soins médicaux, ce sont toujours eux qui dénichaient et amenaient les visiteurs au bureau du chef de camp et assistaient à leur départ ou leur retour au village; c'est encore eux qui tranchaient des différends entre les femmes au marché, à la borne fontaine etc.²³ Tout ce qui se passait dans les camps était connu et rapporté au chef de camp.

La stabilisation de la main-d'œuvre exigea de l'entreprise l'adoption d'une politique de logement compatible avec la politique nataliste. Le logement devait être désormais adapté à la taille de la famille du travailleur. Aussi pouvait-on lire ceci dans les documents d'archives:

Des maisons spacieuses de 2, 3 et même 4 chambres sont réservées aux familles nombreuses; un type de maisons plus coquettes que les huttes ordinaires est réservé à la

²² Donatien Dibwe dia Mwembu, *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910-1999)* (Lubumbashi: Presses universitaires de Lubumbashi, 2001), 44.

²³ Fetter, "L'Union Minière du Haut-Katanga," 33.

main-d'œuvre spécialisée (M.O.I./S). Chacune de ces maisons possède son petit enclos bien fermé, donnant ainsi satisfaction au noir qui aime à se sentir chez lui. Il faut éviter dans les camps d'y réserver des secteurs groupant soit des MOI/S, soit les travailleurs d'une même équipe, soit des hommes originaires d'une même région; si pour ces derniers le groupement peut être toléré et parfois même conseillé au début de leur première arrivée au chantier européen, afin qu'ils ne se sentent pas isolés dans la foule des camps, il convient dès que leur acclimatement est fait, de les loger en dispersion dans les camps. Chez le Noir en effet, l'esprit de caste ou de race, excité par la sensation du nombre, est une cause trop fréquente de bagarres néfastes à la bonne renommée d'un camp auprès des indigènes.²⁴

Mais la croissance démographique dans les camps de travailleurs était telle qu'on assista à la résurgence de la promiscuité après les années 1960 alors que la superficie habitable était en augmentation aussi. Elle passa de 4,96 mètres carrés en 1953 à 5,11 mètres carrés en 1954 et à 7,17 mètres carrés en 1960.²⁵ Vint ensuite la construction des maisons jumelées.

Vers la fin des années 1940, l'UMHK devient victime de sa politique de stabilisation de la main-d'œuvre: on observa une certaine inadéquation entre l'évolution de la population ouvrière et le nombre de logement dans le camp de travailleurs. Pour la première fois, l'UMHK se mit en contradiction avec sa politique de mettre ses travailleurs à l'écart de la population du centre extra-coutumier, CEC en sigle. Pour juguler la crise de logement; les dirigeants de l'UMHK décidèrent d'envoyer les travailleurs dociles au CEC.

À la fin des années 1950, on assista à la modernisation de certaines maisons. Dans les maisons "modernisées", il fallait augmenter sensiblement la surface habitable par l'adjonction de pièces supplémentaires en fonction de la croissance démographique. Mais les maisons "modernisées" n'ont pas résolu le problème dans ce sens que l'entreprise ne parvenait toujours pas à loger tous ses travailleurs. De plus, nombreuses étaient les maisons non modernisées qui gardaient leur aspect des années 1940. Toujours à la fin des années 1950, on assista aussi à la construction des nouveaux types de maisons pour les fonctionnaires de l'UMHK, appelés à devenir les futurs agents de maîtrise après l'indépendance.

C'est surtout à l'approche de l'indépendance que l'Union Minière commença la modernisation des logements des travailleurs. Il fallait doter les maisons d'un confort moyen s'accordant au standing de la nouvelle catégorie professionnelle qu'elle venait de créer à savoir la "fonction" (catégorie professionnelle

²⁴ Aide-mémoire, fascicule II. Politique indigène, Elisabethville, 1942, 13, Service d'Afrique, Union Minière du Haut-Katanga, Lubumbashi.

²⁵ Dibwe dia Mwembu, *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910-1999)*, 32.

intermédiaire entre le statut de maîtrise et de cadre et celui d'agent d'exécution). De cette catégorie sortiront, au lendemain de l'indépendance, les premiers cadres africains appelés à remplacer les cadres européens.

Dans les camps de travailleurs qui n'avaient pas bénéficié de beaucoup de modifications et avaient conservé des habitations construites du temps où la plupart des travailleurs étaient encore non-mariés ou mariés sans familles nombreuses, la situation du logement contribua au cours des années 1960 à la désarticulation des structures familiales. La promiscuité qui s'y manifestait venait de ce déséquilibre qui ne cessait de s'accroître entre la taille des familles et les types de maisons en présence.²⁶ Dans la plupart des cas, les cuisines étaient transformées en chambre à coucher pour les grands garçons. La nuit venue, les salons faisaient à leur tour office de chambre à coucher pour les petits enfants.

A la fin de l'année 1958, les dirigeants de l'UMHK instaurèrent le statut "fonctions spéciales". Il s'agissait des agents africains "ayant réuni des conditions professionnelles, morales et sociales indispensables" auxquels l'UMHK avait confié des fonctions importantes. L'Union Minière venait de créer une classe intermédiaire entre le personnel blanc et le personnel noir. Cette promotion semble plus liée à des qualités de socialisation qu'à des qualités professionnelles tant le critère "conditions morales et sociales" s'avère important. Le statut "fonctions spéciales" constituait une étape vers l'africanisation des cadres appelés à occuper des postes de commandement et de responsabilité à l'accession du pays à l'indépendance. L'africanisation des postes de responsabilité a été graduelle. Il ne fallait pas que les Blancs et les Noirs exercent les mêmes fonctions. C'est pourquoi il s'agit en fait des tâches abandonnées par des Blancs qui furent confiées aux Noirs. Somme toute, ces agents furent les premiers noirs à accéder, au lendemain de l'indépendance du Congo, au statut d'agents de maîtrise, statut réservé aux Blancs pendant toute la période coloniale.²⁷ Après l'accession du pays à l'indépendance, la fonction spéciale était considérée comme une étape de transition vers la classe 3 car l'ouvrier appartenant à la classe "fonctions spéciales" était après six mois promu agent de maîtrise²⁸. Dans les camps de travailleurs, des maisons spéciales

26 Rapport annuel, 1970, 43, Archives du Département de la Rémunération du Personnel/Gécamines. Lubumbashi.

27 Le nombre des travailleurs africains promus au statut de personnel de cadre est passé de 84 agents au 31 janvier 1960 à 98 au 1 janvier 1961, à 139 agents au 1 janvier 1962. Cf. Rapport annuel, 1970, 110, Archives du Département de la Rémunération du Personnel/Gécamines. Lubumbashi.

28 Au sein de l'entreprise, il y a deux catégories de personnel: le personnel cadre et le personnel d'exécution. Au lendemain de l'indépendance, les Africains accèdent au statut d'agents de cadre. La catégorie personnel d'exécution est subdivisée en classes 5 à 8 et classe 4. Cette dernière constitue en fait une étape intermédiaire entre le personnel d'exécution et le personnel de cadre. La classe 8 comprend les manœuvres et les manœuvres spécialisés. Ces travailleurs

leur furent construites qui comprenaient, un salon, une salle à manger, une cuisine, plusieurs chambres à coucher, une douche et des WC intérieurs et un robinet externe dans la parcelle.

Avec la promotion professionnelle, l'employeur voulait créer une nouvelle solidarité entre les travailleurs, fondée sur base de la profession en lieu et place de la solidarité fondée sur la tribu ou l'ethnie. Mais il faut reconnaître que c'est cette dernière qui l'a toujours emporté sur la première.

En guise de conclusion

La ville de Lubumbashi a été construite sur base du principe de la sécurisation sous toutes ses formes. Elle a connu deux étapes importantes dans la conception de son habitat. Une première fracture spatiale a été causée par la ségrégation raciale. Ainsi naquirent deux villes blanche et noire séparées par une ceinture de sécurité hygiénique. Cette situation a vécu le temps qu'a vécu la colonisation. La ville noire, bastion des seuls Africains noirs, a connu une fracture spatiale liée, elle aussi, à une certaine sécurité. Le souci de sécuriser ses travailleurs contre l'influence des autres Noirs habitant de la ville noire a amené l'UMHK à construire à part et près de ses usines son camp de travailleurs. Là, elle a exercé tout son paternalisme. Même dans le camp de travailleurs, le problème de sécurité a dicté le comportement des autorités de l'Union Minière du Haut-Katanga dans la construction des maisons et même dans la distribution de ces maisons à ses travailleurs, selon qu'ils étaient célibataires ou mariés, selon la taille de la famille de ses travailleurs, selon aussi leur statut professionnel. Les camps de travailleurs de l'Union Minière/Gécamines sont devenus pendant la période coloniale des lieux de socialisation des familles des agents de cette entreprise avec une nouvelle identité collective, celle de "*ba Union Minière*" (les gens de l'Union Minière) ou encore "*batoto ba Union Minière*" (enfants de l'Union Minière).

exécutent généralement des travaux simples, qui ne nécessitent pas de connaissance particulière. Les travailleurs semi-qualifiés appartiennent à la classe 7. Cette catégorie comprend des gens ayant fait au moins 6 années d'études primaires. Les travailleurs qualifiés font partie de la classe 6. Cette classe comprend des travailleurs de niveau A³ ou assimilé. La classe 5 comprend la catégorie de travailleurs hautement qualifiés dont les travaux exigent non seulement une connaissance générale et approfondie du métier, mais aussi une formation professionnelle et des qualités requises. La classe 4 comprend généralement des travailleurs détenteurs d'un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent ou des travailleurs hautement qualifiés. La classe 3 comprend les agents de maîtrise assimilés aux cadres de l'entreprise. Le personnel de cadre est détenteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou universitaire.

Références

Archives

- Archives du Département de la Rémunération du Personnel/G.C.M.-L'SHI, Rapports annuels, Lubumbashi, 1965.
- Archives du Département de la Rémunération du Personnel/G.C.M.-L'SHI, Rapports annuels, Lubumbashi, 1970.
- Archives du Service de cadastre, Ville d'Elisabethville, Procès-verbal de la réunion du comité urbain, Elisabethville, 13 décembre 1951.
- Union Minière du Haut-Katanga, Service d'Afrique. "Aide-mémoire, fascicule II. Politique indigène." Document d'archives, Elisabethville, 1942.

Références

- Bonner, Philip, and Lauren Segal. *Soweto: A History*. Cape Town: Maskew Miller, Longman, 1998.
- Dibwe dia Mwembu, Donatien. "Lubumbashi: histoire et mémoire d'une ville industrielle." Dans *Villes d'Afrique. Explorations en histoire urbaine*, édité par Jean-Luc Vellut, 131–144. Paris-Tervuren: L'Harmattan, 2007.
- Dibwe dia Mwembu, Donatien. *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut-Katanga/Gécamines (1910–1999)*. Lubumbashi: Presses Universitaires de Lubumbashi, 2001.
- Fetter, Bruce. "African Associations in Elisabethville, 1910–1935. Their origins and development." *Etudes d'Histoire Africaine*, vol. VI (1974): 205–23.
- Fetter, Bruce. "L'Union Minière du Haut-Katanga, 1920–1940: la naissance d'une sous-culture totalitaire." *Les Cahiers du CEDA* 6 (1973): 1–40.
- Kasongo Pauni, Pierre, et Donatien Dibwe dia Mwembu. "Vocabulaire de ville de Elisabethville, province du Katanga Oriental à Elisabethville", d'André Yav, dans *Lubumbashi 1910–2010. Mémoire d'une ville industrielle. Ukumbusho wa mukini wa komponi*, édité par Bogumil Jewsiewicki, Donatien Dibwe dia Mwembu, et Giordano Rosario, 33–71. Paris: L'Harmattan, 2010.
- Lagae, Johan, et Sofie Boonen. "Un regard africain sur une ville coloniale belge: architecture et urbanisme dans le "Vocabulaire de ville de Elisabethville", d'André Yav". Dans *Lubumbashi 1910–2010. Mémoire d'une ville industrielle. Ukumbusho wa mukini wa komponi*, édité par Bogumil Jewsiewicki, Donatien Dibwe dia Mwembu, et Giordano Rosario, 107–24. Paris: L'Harmattan, 2010.
- Mainet-Valleix, Hélène. *Durban. Les Indiens, leurs territoires, leur identité*. Paris: IFAS–Karthala, 2002.
- Mouchet, René, et Arthur Pearson. *L'hygiène pratique des travailleurs noirs en Afrique tropicale*. Bruxelles: Goemaere, 1922.
- Munga, Kazadi. "La vie des travailleurs africains dans le Haut-Katanga industriel (1906–1929)." Mémoire de licence en histoire, Lubumbashi, Université Nationale du Zaïre, 1979.

Mwilambwe, Claude. "Edouard Masengo Katiti." Dans *Musique urbaine du Katanga. De Malaika à Santu Kimbangu*, édité par Bogumil Jewsiewicki, 122–23. Paris: L'Harmattan, 2003.

Province du Katanga. *Comité régional du Katanga*. Elisabethville: 1921.

Van Bilsen, Jef. *Congo, 1945–1965. La fin d'une colonie*. Bruxelles: CRISP, 1994.

Vellut, Jean-Luc. "Les bassins miniers de l'ancien Congo belge. Essai d'histoire économique et sociale (1900–1960)." *Les Cahiers du CEDAF* 7 (1981): 1–70.